

# VD\_FINDINFO AM 9/15 - 52/2015 vom 21. Dezember 2015

VD Tribunal cantonal, 2015-12-21, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_AM\\_9\\_15\\_-\\_52\\_2015](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_AM_9_15_-_52_2015)

FR: VD\_FINDINFO AM 9/15 - 52/2015 du 21 décembre 2015

IT: VD\_FINDINFO AM 9/15 - 52/2015 del 21 dicembre 2015

## Regeste

TRAITEMENT DENTAIRE, AM | 31 al. 1 LAMal, 17 OPAS

## Erwägungen

### E. 7

a) Au vu de ce qui précède, le recours doit être rejeté et la décision attaquée confirmée. b) Il n'y a pas lieu de percevoir de frais judiciaires, la procédure étant gratuite (cf. art. 61 let. a LPGA), ni d'allouer de dépens, la recourante – qui a au demeurant agi sans l'aide d'un mandataire professionnel – n'obtenant pas gain de cause (cf. art. 61 let. g LPGA). Par ces motifs, la juge unique prononce : I. Le recours est rejeté dans la mesure où il est recevable. II. La décision sur opposition rendue le 2 mars 2015 par P.\_\_\_\_\_ [...] est confirmée. III. Il n'est pas perçu de frais judiciaires, ni alloué de dépens. La juge unique : La greffière : Du L'arrêt qui précède est notifié à : ■ Q.\_\_\_\_\_, ■ P.\_\_\_\_\_ [...], - Office fédéral de la santé publique, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.